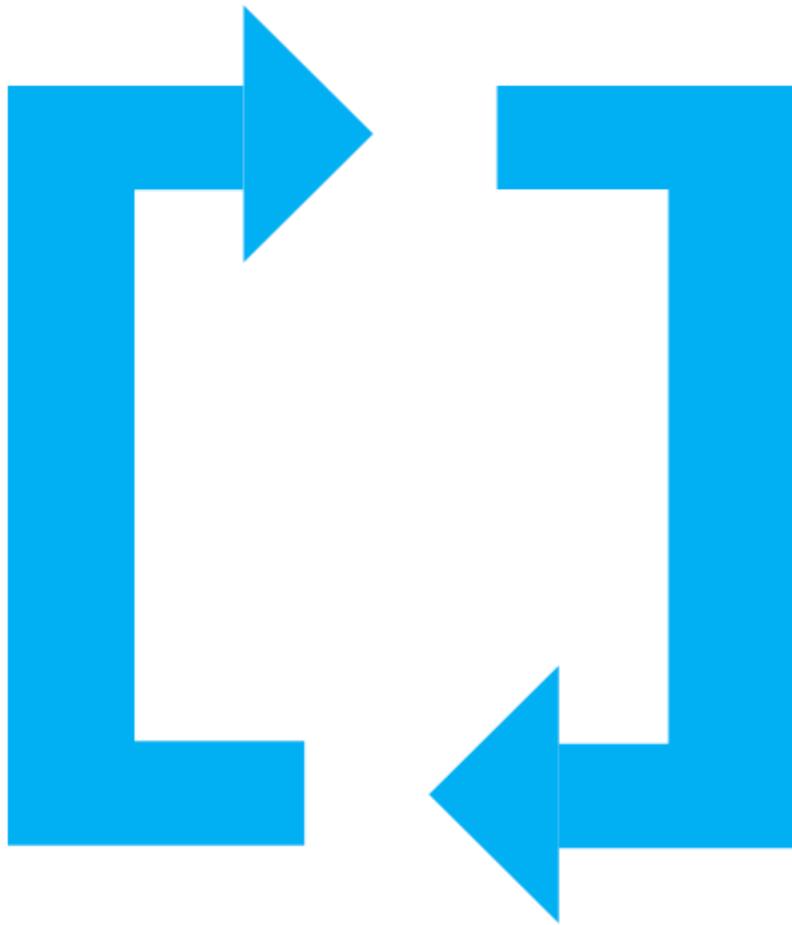


**[Der Gewerbeverein]
[Fédération suisse des entreprises]**



appelle à

L'économie circulaire écologique

Contenu du dossier de presse

- Communiqué de presse
- Les 10 principes de base de l'économie circulaire écologique
- Loi sur l'économie circulaire
- Economie circulaire concrète : Tibits & Beelong
- Portrait de [Fédération suisse des entreprises] et de la coalition "Longue vie à nos objets"
- Présentation des intervenant(e)s

Communiqué de presse, Berne, 02.05.2023

Nous appelons à une "économie circulaire écologique"

La loi actuelle sur l'économie circulaire soumise au Conseil national n'est qu'une première étape, petite mais nécessaire, vers une économie réellement durable dans les limites planétaires.

À l'occasion de la consultation de la loi sur l'économie circulaire au Conseil national, la [Fédération suisse des entreprises] présente son engagement pour une "économie circulaire écologique". Le projet de loi tel qu'il est actuellement présenté ne suffit pas à développer une économie respectueuse du climat et de l'environnement. En tant que voix des PME et des secteurs progressistes et durables, la FSE souhaite présenter les objectifs et les principes de l'économie circulaire écologique.

L'économie circulaire telle qu'elle est présentée aujourd'hui dans la politique est principalement une politique moderne de recyclage des déchets. Mais même une économie capable de véritablement fermer les boucles de matières (longévité, réutilisation, réparation, recyclage, élimination sûre) ne pourra pas respecter les multiples limites planétaires. L'objectif stratégique de l'économie circulaire écologique est donc de prévenir et de limiter les émissions et les déchets écotoxiques, de préserver et de reconstruire la biodiversité, c'est-à-dire de préserver les habitats pour les organismes non économiquement exploités.

La réduction des gaz à effet de serre est actuellement le défi le plus important de l'économie circulaire écologique, mais le climat n'est de loin pas la seule limite planétaire. L'économie doit également relever huit autres défis environnementaux, tels que les charges en phosphore et en azote, l'utilisation de l'eau potable, la protection de la couche d'ozone - ce ne sont que quatre exemples de ce défi immense.

La FSE souhaite faire entendre les intérêts de l'économie circulaire écologique de manière cohérente dans le discours politique - aux côtés des organisations de consommateurs et de protection de l'environnement. La transition vers une économie circulaire respectueuse du climat et de l'environnement est une étape importante pour une grande partie de l'économie, offrant de nombreuses opportunités pour l'économie. Cependant, cela n'est possible que grâce à l'engagement généralisé des PME de notre pays et nécessite des innovations variées de tous.

La FSE est la voix des PME durables et plaide pour que l'économie circulaire écologique reçoive la reconnaissance nécessaire dans la politique et la science. Car l'innovation, la véritable durabilité et le succès entrepreneurial ne sont pas des opposés. Au contraire, ils offrent des opportunités uniques pour une économie durable et une société démocratique dans un environnement viable - au niveau mondial, régional et local.

La FSE et ses partenaires sont prêts à relever ces défis et à faire de la Suisse un leader dans le développement et la mise en œuvre de l'économie circulaire écologique.

L'économie circulaire écologique

Leo Keller

Synthèse

- Seule l'économie circulaire qui se base sur les limites des écosystèmes et des cycles peut résoudre à long terme notre problème mondial et régional - assurer un avenir digne pour tous dans les limites planétaires.
- Même la "croissance économique verte" conduit à une surexploitation croissante des écosystèmes et à la destruction des habitats.
- L'économie circulaire écologique se concentre strictement sur les valeurs écologiques et les accepte comme des limites déterminantes.
- Les limites écologiques entraînent souvent des interdictions ou des pénuries qui ne peuvent pas être gérées socialement de manière acceptable avec les modèles de marché habituels.
- La protection du climat est la priorité absolue de l'économie circulaire écologique.
- Aujourd'hui, huit autres dimensions écologiques mondiales et régionales sont connues, auxquelles l'économie doit faire face avec des limites écologiques.^{voir Image 1}

Notre Motivation

La "économie circulaire", telle qu'elle est lentement demandée par des cercles de plus en plus larges, n'est de loin pas suffisante pour résoudre notre plus grand problème mondial : la préservation à long terme des écosystèmes globaux et régionaux et de leurs communautés de vie, sans éradiquer des espèces entières et des écosystèmes. En effet, la vie sur notre planète est menacée non seulement par le réchauffement climatique, mais aussi par des changements durables d'autres écosystèmes vitaux et des facteurs de stress anthropiques (voir Image 1).

Nous appelons économie circulaire l'économie qui veut se développer dans ces limites planétaires et donc accepter la primauté des limites des systèmes écologiques.

10 Principes de l'économie circulaire écologique

L'écologie fixe les limites

L'économie doit être en équilibre avec les cycles naturels et respecter et suivre les limites des écosystèmes respectifs - localement, régionalement et mondialement. C'est ainsi que nous pouvons assurer une vie digne pour l'humanité entière. Mais aujourd'hui, nous ne respectons pas les différentes limites globales et régionales. La diminution drastique de la biodiversité dans toutes les régions du monde en est un indicateur fort. Et ce n'est pas simplement en fermant les cycles de matières que nous atteindrons l'équilibre avec les cycles écologiques et leurs limites de charge.

L'économie doit obligatoirement accepter ces limites

L'économie circulaire écologique s'aligne sur les cycles naturels et les limites de charge des écosystèmes individuels, et les respecte obligatoirement. Ce ne sont pas les consommations de matières premières mais les "éco-toxicités" des émissions et des déchets et la destruction des habitats qui sont généralement les facteurs critiques (locaux, régionaux, globaux) que l'économie circulaire écologique cherche à limiter et à contrôler. En effet, les ressources géochimiques (métaux, charbon, pétrole, etc.) suffiront encore pendant très longtemps - il suffit simplement de les chercher. La sur-fertilisation massive de nos eaux avec des phosphates de détergent ou la destruction de la couche d'ozone par les CFC sont deux exemples historiques de non-respect des limites écologiques. Grâce aux interdictions de substances critiques (phosphates (1984), CFC (1996)) et à la mise en œuvre d'innovations réussies, les écosystèmes concernés ont pu être stabilisés à nouveau.¹

L'écologie détermine les limites de charge et le calendrier pour chaque écosystème

Certaines limites de charge et certains moments - les fameux points de basculement - ne doivent pas être dépassés sans que les dommages ne dépassent largement les avantages - également parce qu'ils ne peuvent plus être inversés - dans des périodes humaines. Il est donc essentiel d'éviter les dommages irréversibles. L'objectif climatique de 1,5°C - associé à un budget résiduel maximal de CO₂ - est la limite de charge la plus urgente et la plus connue à l'heure actuelle. Nous pourrions bientôt définir d'autres limites de charge lorsque la science fournira enfin les données et les connaissances nécessaires.

Les limites écologiques exigent la transformation de certaines parties de l'économie

Ces limites écologiques entraînent une transformation consciente de certaines parties de l'économie. La plupart du temps, ces transformations devront être réalisées sous une pression temporelle considérable, car il n'y a pas de négociation possible avec la nature.

Cela exige un dialogue étroit entre l'économie, la science, la population et la politique. En particulier, la population est sollicitée et exposée aux risques - en raison du changement structurel forcé (reconversion/perte de revenus) et des possibles évolutions de prix non sociales. Une économie circulaire écologique réussie est donc toujours une économie très consciente sur le plan social, qui devrait être intégrée dans une démocratie vivante.

La société doit maîtriser l'économie sur le plan écologique

Dans les domaines de changement économique induits par l'écologie, la société doit préciser de manière précise ce qui ne doit plus être fait et ce qui doit être fait de nouveau - parce que les limites écologiques nous l'imposent (en termes de qualité, de quantité et de temps). Le "marché" seul serait trop lent, même avec les bons signaux de marché, pour effectuer cette transformation correctement, en temps voulu et de manière socialement acceptable. Nous devons réaliser la transformation des secteurs concernés de l'économie, de l'économie de marché industrielle dépendant de la

¹ Il convient toutefois de noter que les substituts aux CFC continuent d'avoir un certain effet destructeur sur la couche d'ozone et sont surtout des gaz à effet de serre puissants. Leur contribution à l'effet de serre devrait rester d'environ 20 % au mieux. (<https://ethz.ch/de/news-und-veranstaltungen/eth-news/news/2015/09/fckw-ersatzstoffe-gefaehrden-das-klima.html>)

croissance à une économie circulaire innovante, écologique et sociale en temps voulu. Nous devons maîtriser l'économie de marché capitaliste et la maîtriser socialement à l'échelle mondiale. Sinon, nous ne pourrions jamais atteindre ces objectifs.

La politique économique est inévitablement également une politique économique de l'économie circulaire écologique - que nous le voulions ou non

La politique économique a toujours des répercussions sur les cycles écologiques et la charge des écosystèmes - elle doit donc être une politique économique de l'économie circulaire écologique de toute façon. Le plus souvent, elle a un impact négatif. Ainsi, la politique économique suisse actuelle subventionne aujourd'hui des processus économiques d'un montant d'environ 40 milliards de francs par an qui détruisent tout ou partie de la biodiversité. C'est pourquoi nous devons dès maintenant remettre en question de manière critique toutes les mesures économiques du point de vue de l'"économie circulaire écologique". En matière de politique énergétique, par exemple, il ne faut pas répéter les mêmes erreurs et continuer à gaspiller du temps et des ressources. Il ne doit pas y avoir d'autres investissements dans l'infrastructure fossile.

Les limites écologiques entraînent également des pénuries partielles

Le respect des limites écologiques entraîne souvent des pénuries de biens et d'habitats. Les répartir de manière sociale, économiquement juste et favorable à l'innovation n'est pas facile, car la politique économique actuelle n'a pas de solutions à cet égard. Dans l'économie de marché classique, la rareté conduit toujours à des hausses de prix massives et à une distribution socialement injuste. Cela conduit notamment à de grandes injustices sociales et économiques, ainsi qu'à des absurdités pour les biens essentiels. Une économie circulaire écologique doit donc également être une économie sociale au cœur. Pour cela, des instruments de répartition intelligente et équitable des biens rares doivent être développés et utilisés.

La protection du climat est la tâche la plus urgente de l'économie circulaire écologique

La limitation claire de la teneur en gaz à effet de serre est actuellement la tâche principale la plus importante et urgente de l'économie circulaire écologique. En effet, les émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites à zéro net d'ici 2050 au plus tard et le réchauffement climatique mondial doit être limité à 1,5°C. Pour atteindre ces objectifs, tous les instruments de la "politique de l'économie circulaire écologique" sont nécessaires. La Suisse, en tant que pays très riche, fortement émetteur de CO₂ et fortement touché, doit atteindre cet objectif beaucoup plus tôt (2040) afin de respecter son budget de GES pour l'objectif de 1,5°C. Pour cela, il faut surtout des technologies qui utilisent efficacement les ressources, exploitent les cycles naturels (par exemple, PV et éolien) et les protègent (par exemple, pompes à chaleur, batteries, carburants synthétiques, CCS, biomasse, ...).

La fermeture des cycles de matériaux est une première étape importante vers une économie circulaire écologique

La réduction de la consommation de matières premières est bien sûr très importante dans la politique actuelle de l'économie circulaire, car elle réduit souvent de nombreuses pressions environnementales et la destruction des habitats. Mais la seule concentration sur la fermeture des cycles de matériaux est bien trop étroite. Elle masque les défis fondamentaux de l'économie circulaire écologique : protéger le

climat en limitant les charges écotoxicologiques et en protégeant les habitats, ainsi que les 8 autres dimensions de la pression écologique (cf. Figure 1).

La science doit définir des limites écologiques contraignantes pour les 9 secteurs sensibles au niveau mondial et régional

Selon les connaissances scientifiques actuelles, nous devons protéger non seulement le climat, mais aussi les 8 autres "limites de l'écosystème" de manière beaucoup plus efficace, car nous les surexploitions déjà largement aujourd'hui. Pour de nombreuses activités locales (par exemple, l'exploitation minière) et écosystèmes (par exemple, les lacs, les rivières, les côtes marines), les limites écologiques sont connues mais sont souvent ignorées. Pour les écosystèmes mondiaux, d'autres analyses mondiales scientifiquement fondées et des modèles de stress mondiaux permettront de définir progressivement des limites plus précises pour les stress et de les mettre en œuvre politiquement, à l'instar des gaz à effet de serre.

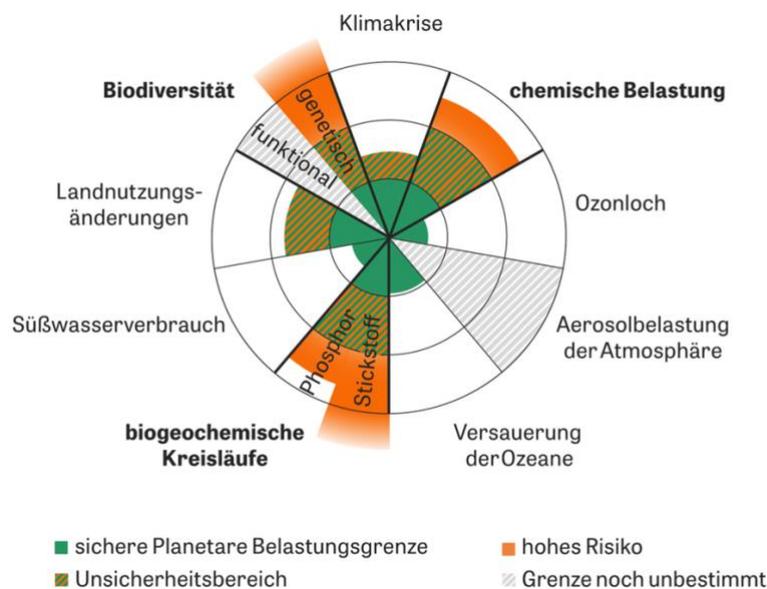


Figure 1: État actuel des variables de contrôle pour sept des limites planétaires La zone verte représente la plage de sécurité, la zone hachurée représente la zone d'incertitude (risque croissant) et la zone brune représente une zone à haut risque. La limite planétaire elle-même se situe à l'intersection de la zone verte et de la zone hachurée. Les variables de contrôle ont été normalisées pour la zone d'incertitude ; le centre de la figure ne représente donc pas des valeurs de 0 pour les variables de contrôle. La variable de contrôle présentée pour le changement climatique est la concentration de CO2 atmosphérique. Les processus pour lesquels les limites ne peuvent pas encore être quantifiées à l'échelle mondiale sont représentés par des coins gris ; il s'agit de la charge en aérosols atmosphériques, des nouvelles entités (produits chimiques) et du rôle fonctionnel de l'intégrité de la biosphère.

Annexe

Pour décrire les limites planétaires, nous nous appuyons principalement sur les travaux suivants:

Outside the Safe Operating Space of the Planetary Boundary for Novel Entities, Linn Persson, Bethanie M. Carney Almroth, Christopher D. Collins, Sarah Cornell, Cynthia A. de Wit, Miriam L. Diamond, Peter Fantke, Martin Hassellöv, Matthew MacLeod, Morten W. Ryberg, Peter Søgaard Jørgensen, Patricia Villarrubia-Gómez, Zhanyun Wang, and Michael Zwicky Hauschild, *Environmental Science & Technology*, 2022, 56 (3), 1510-1521.

Planetary boundaries: Guiding human development on a changing planet, Will Steffen, Katherine Richardson, Johan Pockström, Sarah E. Cornell, Ingo Fetzer, Elena M. Bennet, Reinette Biggs, Stephen R. Carpenter, Wim de Vries, Sverker Sörlin et.al., *SCIENCE*, 15 Jan 2015, Vol 347, Issue 6223, accessible sous: <https://www.science.org/doi/10.1126/science.1259855#tab-contributors>.

La loi sur l'économie circulaire

Bastien Girod

Plus de la moitié de notre empreinte écologique est créée à l'étranger par la production de matières premières dont nous avons besoin dans notre économie. L'économie circulaire permet de réduire l'empreinte écologique dans son ensemble.

La loi a une longue histoire : elle a été inspirée par l'initiative populaire pour une économie durable et efficace en ressources ("économie verte"), à la suite de quoi le Conseil fédéral a élaboré une contre-proposition indirecte. Celle-ci a toutefois échoué de justesse au Conseil national à l'automne 2015 par 95 voix contre 92 et 6 abstentions.

Peu de temps après, le Parlement a décidé qu'aucun bois provenant de forêts illégalement abattues ne pouvait être importé. Le Conseil fédéral a été autorisé à étendre cette exigence à d'autres importations nuisibles à l'environnement, mais il n'a pas encore exercé cette compétence.

Les parlementaires des Verts, du PS, du PLR, du PDC et de l'ancien PBD ont ensuite repris d'autres préoccupations centrales sous le même titre "Renforcer l'économie circulaire suisse". La commission de l'environnement a regroupé ces cinq propositions en une initiative parlementaire, qui est maintenant soutenue par le PLR. Une sous-commission de l'UVEK a approfondi cette demande et ajouté des éléments importants:

- L'intégration de l'efficacité des ressources et de la hiérarchie de l'économie circulaire dans la loi: prévention, réparation, réutilisation, valorisation matière, valorisation thermique et en dernier lieu, élimination.
- De nombreuses adaptations pour créer des incitations en faveur de l'économie circulaire, par exemple par des exigences et des subventions.
- Introduction de l'obligation de gestion des déchets anticipée pour les produits importés.
- Amendes uniformes pour les déchets sauvages afin de réduire les émissions dans la nature.
- Prise en compte des émissions grises des bâtiments.

Après le rejet de la loi sur le CO₂, les Verts ont compris qu'il fallait un plan B sous forme de contre-proposition indirecte. En tant que président de la commission de l'environnement, j'ai pu élaborer une telle contre-proposition en collaboration avec des représentants de la commission de l'environnement, qui permet de maintenir la Suisse sur la bonne voie en matière de politique climatique. Ainsi, l'objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre à zéro net d'ici 2050 est non seulement repris, mais est également décliné pour des secteurs importants. Cet objectif est très ambitieux, mais nécessaire pour éviter une catastrophe climatique mondiale.

La proposition pour l'objectif zéro net le 18 juin est extrêmement importante pour trois raisons:

Premièrement, cela fixe le bon cap en clarifiant l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050. Cela ne concerne pas seulement la Confédération et les cantons, mais également toutes les entreprises qui doivent atteindre cet objectif. De plus, l'administration fédérale et cantonale devra réduire ses émissions de CO2 à zéro d'ici 2040.

Deuxièmement, des innovations montrant la possibilité de parvenir à zéro émission nette doivent être encouragées dès aujourd'hui, avec un budget de 200 millions de francs par an. De cette manière, nous pouvons développer les solutions nécessaires pour atteindre cet objectif.

Troisièmement, un programme de protection du climat doit être mis en place pour soutenir pendant 10 ans, avec un financement total de 2 milliards de francs, la promotion de chauffages écologiques et économes en énergie, afin de réduire la dépendance au gaz et au pétrole ainsi que le gaspillage d'électricité.

Economie circulaire concrète : Tibits

Reto Frei

Nous soutenons la loi sur l'économie circulaire, car la pensée globale doit être encore plus ancrée dans l'économie. Le modèle commercial doit être durable par nature. Cela était déjà très important pour nous lors de la fondation de Tibits, c'est pourquoi nous avons opté pour une cuisine végétarienne.

Une planification d'offres utile et saisonnière est pour nous une évidence, tout ne peut pas être disponible tout le temps. Nous encourageons également la biodiversité en Suisse en nous engageant pour l'expérimentation de variétés qui ne sont pas ou plus cultivées, comme le soja, la patate douce, le chanvre alimentaire et le gingembre. Nous utilisons également la diversité des semences et privilégions les variétés régionales telles que les lentilles du Seeland, l'orge en rouleaux du canton de Zurich ou les graines de chanvre des Grisons.

En ce qui concerne la réduction des déchets, nous suivons le principe "réduire, réutiliser, recycler". Nous essayons de minimiser les déchets et d'utiliser toute la plante, y compris les feuilles et la peau. Par exemple, les résidus de pressage du jus de carotte peuvent être transformés en tartinade, et les meubles usagés sont revendus en seconde main. Nous encourageons également l'utilisation de contenants réutilisables pour notre service de plats à emporter. À l'heure actuelle, 15 à 20 % des commandes à emporter sont servies dans des contenants réutilisables. Notre objectif est de poursuivre cette tendance.

Voici ce que nous souhaitons de la part des politiques :

1. Encourager les entreprises qui ont déjà adopté un modèle commercial respectueux de l'environnement au lieu de simplement compenser leur empreinte carbone.
2. Rééquilibrer les subventions accordées à l'agriculture animale et végétale, et soutenir les approches innovantes qui travaillent de manière la plus naturelle possible sans se déconnecter de la nature, comme par exemple les aliments hautement transformés.
3. Encourager l'innovation dans les matériaux réutilisables qui ne sont pas en plastique. Dans l'UE, il existe des interdictions de certains matériaux, comme le bois dans les contenants réutilisables, et seuls les plastiques sont autorisés.
4. Encourager l'upcycling et la réutilisation en créant des plates-formes sectorielles appropriées, par exemple dans le secteur de la construction ou des biens de consommation.
5. Utiliser la qualité des sols en Suisse comme un indicateur clé pour éviter les monocultures comme aux États-Unis. Un sol sain est notre fondation. Cela nécessite une protection de l'environnement.

Nous souhaitons prendre ensemble la responsabilité de s'attaquer au sujet crucial de l'économie circulaire écologique pour créer une terre habitable pour tous et toutes.

Economie circulaire concrète : Beelong

Charlotte de La Baume

En 2023, l'ampleur de la tâche semble immense pour freiner le changement climatique avec toutes ses conséquences environnementales et sociales. Pour cela, les politiques doivent proposer des lois qui ne sont pas uniquement basées sur les restrictions et la sobriété, mais contribuent aussi à maintenir une économie saine.

Comment concilier croissance économique et durabilité ? Alors que l'impact environnemental de la consommation suisse est colossal, est-ce aux entreprises ou aux consommateurs de prendre les devants ? En l'absence de cadre légal et dans une économie concurrentielle, chacun se passe la patate chaude pour faire le premier pas.

Au vu de l'urgence climatique et du retard accumulé pour atteindre les objectifs, je soutiens la loi sur l'économie circulaire car celle-ci est nécessaire. Plus que nécessaire, c'est une loi pragmatique qui a le mérite de donner des outils aux entreprises et de favoriser une innovation qui va dans le bon sens. La loi sur l'économie circulaire est un encouragement concret à l'innovation, qui représente une réelle opportunité pour les entreprises et soutient ainsi l'économie.

Nos politiques seront de plus en plus appelés à reprendre les thèmes environnementaux dans de nombreux domaines. Commençons donc par l'économie circulaire : celle-ci est une stratégie large de décarbonisation du secteur de la construction, de production et consommation durables, de réduction des risques d'approvisionnement, de transition juste, d'amélioration du droit des consommateurs, de transport des marchandises, de développement régional, de formation et d'innovation.

En ce sens, la loi sur l'économie circulaire est une grande chance pour les PME et il faut maintenant aller vite, c'est pourquoi en tant que cheffe d'entreprise je dirai OUI le 18 juin.

La [Fédération suisse des entreprises] et ses partenaires

Christophe Barman

La [Fédération suisse des entreprises], en tant que voix des PME durables, s'engage à ce que l'économie circulaire écologique soit prise en compte dans la discussion et la mise en œuvre politiques.

Nous le ferons au travers de nos 8 sections cantonales, plus de 1000 membres et avec nos partenaires de toutes les branches économiques, comme swisscleantech, Circular Economy Switzerland, Gemeinwohl-Ökonomie Schweiz ou SENSE.

Car nous croyons fermement que l'innovation, la durabilité et la protection de l'environnement ne sont pas des opposés, mais plutôt une opportunité pour une économie et une société durables

La FSE, avec ses partenaires, est prête à relever ce défi et à faire en sorte que la Suisse devienne pionnière dans le développement et la mise en œuvre d'une économie circulaire écologique.

Une économie circulaire écologique ne peut être mise en œuvre avec succès que si elle repose sur un large consensus entre l'économie, la science et la politique. C'est pourquoi la FSE s'engage en faveur d'une collaboration entre ces trois groupes pour développer et mettre en œuvre une vision commune d'une économie circulaire écologique.

La [Fédération suisse des entreprises] invite donc toutes les entreprises intéressées, les scientifiques et les décideurs politiques à participer à ce projet important.

A court terme, la FSE est engagée aux côtés de 14 organisations issues du monde économique, environnemental et de la société civile dans le cadre de la coalition "Longue vie à nos objets" qui s'engage activement en faveur d'une économie circulaire plus durable en Suisse.

Ensemble nous soutenons fermement l'adoption de la révision de la loi sur l'environnement en discussion demain au Parlement qui, loin d'être suffisante, est un pas important vers une économie circulaire.

Cette coalition est composée de sanu durabilitas, l'Associazione consumatrici e consumatori della Svizzera italiana, APRÈS, Circular Economy Switzerland, la Fédération romande des consommateurs, Fédération Suisse des Entreprises, Gemeinwohl-Ökonomie Schweiz, Greenpeace Schweiz, Impact Hub Switzerland, NoOPS.ch, Pro Natura, swisscleantech, Travail.Suisse et le WWF Suisse.

Nous sommes persuadés qu'une nouvelle économie, plus proche des gens et de l'environnement est possible, et allons nous engager, au nom de l'entrepreneuriat et de nos membres, pour une adoption la plus rapide et la plus large possible.

Les intervenants



Aline Trede

Aline Trede est co-présidente et co-fondatrice de la [Fédération suisse des entreprises] ainsi que co-fondatrice du Bureau Albatros. En tant que conseillère nationale et présidente de la fraction des Verts, elle s'engage particulièrement dans son travail politique en faveur de la durabilité et de l'environnement, y compris la promotion de l'économie circulaire et de la consommation durable.



Christophe Barman

Christophe Barman est membre du comité depuis 2022 et co-président de la [Fédération suisse des entreprises] depuis mars 2023. Ce Genevois est co-fondateur de l'entreprise Loyco SA et est également président de l'Association "Fédération romande des consommateurs". Il s'engage activement pour la promotion de l'économie circulaire en Suisse et est membre du Conseil consultatif de BLab Switzerland.



Leo Keller

Leo Keller est le fondateur de Blue Ocean SWS GmbH, une entreprise de conseil en démarrage dans le domaine de l'Intelligence sémantique du Web et de l'Intelligence artificielle du langage. En tant que membre du comité de la [Fédération suisse des entreprises], il plaide pour une économie circulaire écologique cohérente, qui opère à l'échelle locale, régionale et mondiale, tout en exigeant et en promouvant des conditions-cadres politiques. Les compétences en matière d'économie circulaire écologique globale devraient être encouragées et développées chez les membres de la [Fédération suisse des entreprises] par le biais de diverses mesures.



Reto Frei

Reto Frei est co-fondateur de Tibits, un concept de restaurant végétarien et végétal. Il est considéré comme un précurseur en matière de durabilité et d'économie circulaire dans le domaine de la restauration. Il met également l'accent sur l'importance de la consommation et de l'alimentation conscientes pour l'environnement et a lancé différentes initiatives et projets en ce sens.



Charlotte de la Baume

Charlotte de la Baume est co-fondatrice de Beelong, conseillère communale à Lausanne et co-présidente de la section Vaud de la [Fédération suisse des entreprises]. Elle considère les entreprises comme des acteurs clés du changement nécessaire et milite en faveur de la transparence envers les consommateurs.



Bastien Girod

Bastien Girod est membre du Conseil national et directeur exécutif des solutions climatiques pour l'Europe chez South Pole. En tant qu'expert en politique environnementale et climatique, il s'engage activement en faveur d'une économie durable et respectueuse de l'environnement. Il milite notamment en faveur de la promotion de l'économie circulaire en Suisse et a été largement impliqué dans l'élaboration de la loi sur l'économie circulaire.

Contacts

Deutsch

Aline Trede, Co-Präsidentin von [Der Gewerbeverein], +41 77 411 23 91

Leo Keller, Vorstandsmitglied und Projektleitung "ökologische Kreislaufwirtschaft", +41 79 354 36 00

Französisch

Christophe Barman, Co-président de la [Fédération suisse des entreprises], +41 79 462 51 44

Questions par E-mail: info@dergewerbeverein.ch

Abonnement pour les communiqués de presse: medien@dergewerbeverein.ch

Download

Logo bleu

[Der Gewerbeverein]
[Fédération suisse des entreprises]

[Download png](#)

Logo noir

[Der Gewerbeverein]
[Fédération suisse des entreprises]

[Download png](#)